PREMIERE CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1973

Creusoises, Creusois,

A six reprises, sans aucune interruption, vous avez fait de moi votre représentant à l'Assemblée Nationale. En 1968, après m'avoir, au premier tour, largement placé en tête des candidats, vous m'avez accordé 21.187 voix contre 15.745 au parti Communiste.

Ainsi se renforçait une nouvelle fois l'accord établi depuis longtemps entre nous. Ainsi, vous manifestiez avec force votre désir de préserver la paix civile qui venait d'être dangereusement menacée par les minorités extrémistes et de développer le progrès social aussi résolument que l'évolution économique le permettait.

Ajouterai-je qu'ainsi se confirmait à mon égard de la façon la plus formelle cette confiance que vous m'aviez exprimée lors de toutes les élections législatives et que les habitants de **Guéret** allaient me témoigner à nouveau lors des élections municipales de Mars 1971.

Aujourd'hui, à tous, je demande la même confiance afin de me permettre de poursuivre les tâches entreprises.

Cette confiance, je pense l'avoir méritée. J'ai été le représentant fidèle de toutes et de tous. Quelles qu'aient été les opinions, les situations, les croyances des uns et des autres, j'ai voulu rechercher ce qui unit et j'ai repoussé ce qui divise.

Quand vous m'avez écrit, ou lorsque vous m'avez rendu visite en demandant mon intervention pour vous ou l'un des vôtres, je n'ai jamais manqué d'agir le plus vite et le mieux possible pour répondre à votre attente. Ce rôle social du parlementaire destiné à humaniser les rapports du citoyen avec les administrations — voire à le protéger — je crois profondément n'y avoir jamais failli.

J'ai voulu manifester le même souci à l'égard des collectivités de la Creuse : municipalités, groupements, associations. J'ai enregistré les doléances ou les projets de tous, et j'ai effectué toutes les démarches nécessaires. La transformation de la société rend indispensable que le parlementaire soit un « médiateur » efficace.

Lorsque vous m'avez réélu, des périls menaçaient notre pays. Des étudiants avaient construit des barricades et incendié des voitures dans les rues de Paris. Des usines étaient occupées. La France était pratiquement paralysée. Il importait que les Françaises et les Français révèlent leurs véritables sentiments et détruisent l'imposture de ces minorités extrémistes qui prétendaient parler au nom du peuple. Vous avez choisi l'ordre, et nous avons gagné ensemble.

J'ai soutenu le gouvernement qui avait la lourde tâche de réparer les dégâts. Si j'ai été scrupuleusement attaché aux choix que nous avions définis d'un commun accord, j'ai gardé mon indépendance, n'hésitant pas – lorsque je le croyais juste – à voter contre certaines mesures gouvernementales. J'ai voulu constamment demeurer fidèle aux grandes idées du radicalisme malheureusement trahies par ceux qui ont rallié le clan redoutable des MITTERRAND et des MARCHAIS.

Et je peux dire que trois préoccupations essentielles ont inspiré mon action.

D'abord, j'ai voulu contribuer à tout ce qui peut affirmer la Paix. Comme beaucoup d'entre vous, j'ai éprouvé les angoisses et les rigueurs de la guerre. Je n'en suis que plus attaché à la défense de ce bien incomparable qu'est la Paix. Pour la première fois depuis longtemps, cette législature s'achève sans qu'il y ait, où que ce soit, un seul soldat français exposé à la mort, et il semble bien, grâce aux efforts du Président Georges POMPIDOU et de son gouvernement que notre sécurité soit établie.

Il faut demeurer attentif. C'est pourquoi je soutiendrai le maintien d'une défense nationale à la mesure de nos moyens, capable de dissuader tout agresseur éventuel, et d'une politique étrangère qui nous permette d'entretenir de bonnes relations avec tous les pays du monde, quels que soient leurs systèmes ou leurs régimes.

En second lieu, j'ai cherché à faciliter une meilleure participation de notre pays au progrès contemporain. Je sais bien que cette évolution prodigieuse ne se fait pas sans heurts. Les techniques sont parfois rigides. Il est nécessaire de perfectionner encore les mécanismes qui rendront l'existence

plus harmonieuse. J'ai soutenu et même contribué à développer toutes les initiatives prises pour accroître la prospérité nationale, développer la promotion sociale, alléger la peine des hommes, et rendre nos enfants plus heureux que leurs pères.

Enfin, j'ai été d'une vigilance constante pour la défense de toutes nos libertés et de tous nos droits. Je sais trop ce que coûte en larmes, en souffrances, en efforts la perte de ces biens si précieux pour agir autrement.

Cette action constante et variée a eu bien des effets. Nous avons permis au gouvernement d'effacer progressivement les conséquences de la crise de Mai 1968 et d'éviter sa répétition. La tranquillité publique a été préservée et l'amélioration de nos conditions de vie a été poursuivie.

Ferai-je un bilan détaillé de l'œuvre immense — je n'hésite pas à le dire — de cette législature ? Pour les jeunes, nous avons construit un grand nombre d'établissements scolaires, et développé les installations sportives. Pour les travailleurs, nous avons amélioré les rémunérations et développé les garanties sociales. La sécurité des commerçants et des artisans — trop longtemps négligée — a été, enfin, renforcée. Nous avons pris de nombreuses mesures pour les agriculteurs, notamment grâce à mon ami Jacques CHIRAC, pour les personnes âgées, et somme toute, pour toutes les catégories sociales. D'année en année, les équipements ont été développés. Pourquoi ne pas dire sans vanité — mais aussi sans fausse modestie — qu'une grande œuvre a été accomplie pour mieux assurer le bonheur des Français.

Il reste beaucoup à faire pour chacune et chacun d'entre nous — pour le département de la Creuse et la ville de GUERET — pour la France. D'aucuns brandissent le catalogue mirifique de promesses qu'est le « programme commun » de Messieurs MARCHAIS et MITTERRAND. Ils promettent tout, tout de suite. Mais déjà percent sous leurs sourires de redoutables menaces pour notre sécurité, nos biens, nos libertés. Dans tous les pays où le collectivisme l'a emporté, l'étatisme a provoqué la faillite économique et le recours aux pires contraintes pour étouffer le juste mécontentement du peuple. Il n'en irait pas autrement si vous installiez le mois prochain des chefs communistes au pouvoir. Ne donnons pas, par une sorte de « mai légal » leur revanche — qui serait irrémédiable — aux agitateurs qui voulaient, en Mai 1968, profiter des malheurs de la France pour se hisser au pouvoir.

Si vous votez pour ceux des Socialistes ou des Radicaux dits « de gauche » qui prônent le programme commun MARCHAIS-MITTERRAND, ce sont, en réalité, les Communistes que vous amenez au pouvoir. Je vous le demande avec toute ma foi républicaine et patriotique, soyez vigilants !

Creusoises, Creusois, ne soyons pas dupes. Ne livrons pas notre pays à l'aventure et à la démagogie.

Ce qui va se passser dépendra de votre bulletin de vote. Ne vous abstenez pas ! Unissons-nous une nouvelle fois, unissons-nous plus fortement encore pour défendre la République.

J'ai confiance en vous.

Vive la Creuse ! Vive la France !
Vive la République !

Olivier de PIERREBOURG

Député de la Creuse
Maire de GUERET
Président de l'Union des Maires de la Creuse

présenté par l'Union des Républicains de Progrès

Remplaçant éventuel :

Jean MAZET

Maire de Felletin
Conseiller Général
Membre du Conseil Economique et Social

Vu : Le Candidat.

Imprimerie Fouriaud, Guéret